

**Nations unies - Haïti - Intervention  
de la représentante permanente  
adjointe de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 12 décembre 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie à mon tour la représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti, Mme Helen La Lime, pour son exposé éclairant sur la situation en Haïti et les actions menées par la mission des Nations unies pour l'appui à la justice en Haïti, la "MINUJUSTH".

Monsieur le Président,

Nous approchons désormais de la période de transition à l'issue de laquelle les Nations unies et Haïti ouvriront un nouveau chapitre de leur relation, un chapitre qui s'écrit en dehors du cadre du maintien de la paix. Dans cette perspective, la France se félicite des progrès accomplis en matière de formation de la police nationale haïtienne. Au total, plus de 15000 agents ont été formés, qui ont démontré leur professionnalisme lors des manifestations, parfois violentes, de ces derniers mois. La contribution de la MINUJUSTH à la stabilité du pays depuis sa mise en place il y a un peu plus d'un an a été cruciale, à travers son appui à la consolidation de l'Etat de droit, à la formation de policiers et aux bons offices de la représentante spéciale du Secrétaire général.

Cependant, la volatilité de l'actualité ces derniers mois souligne également à quel point la situation en Haïti reste fragile. Dans ce contexte, et à l'approche du retrait de la MINUJUSTH, je souhaiterais insister aujourd'hui sur trois messages :

1/ Le premier concerne tous les acteurs politiques qui doivent pleinement s'engager, en lien le cas échéant avec la mission de bons offices de la représentante spéciale, dans la construction d'un Etat de droit en Haïti, et dans la responsabilité qui est la leur de défendre l'intérêt du peuple haïtien. L'adoption de la loi sur l'assistance juridique, ainsi que l'accession aux conventions sur les apatrides, méritent d'être saluées comme des étapes encourageantes. Mais beaucoup reste à faire pour renforcer le cadre législatif nécessaire à la protection des droits des citoyens haïtiens, et garantir une justice indépendante et impartiale. Un dialogue politique inclusif est nécessaire, pour permettre de déboucher sur un accord et sur un apaisement des tensions. La France soutient les efforts déployés en ce sens par le Premier ministre, sur mandat du chef de l'Etat.

Si les efforts des autorités et la mobilisation de la population en faveur de la construction d'un Etat de droit sont réels, nous condamnons néanmoins avec la plus grande fermeté le recours ou

la menace de recourir à la violence. Dans son communiqué du 2 novembre dernier, le core groupe a ainsi rappelé "la légitimité démocratique du gouvernement d'Haïti et des institutions élues" et a rappelé également que "dans une démocratie, le changement doit se faire en passant par les urnes et non par la violence". Nous déplorons les pertes de vies humaines occasionnées par ces violences.

2/ Le deuxième message porte sur les réformes indispensables pour progresser vers une prospérité durable et ancrer la démocratie en Haïti. Nous entendons parfois des voix défendre l'idée que les objectifs économiques doivent avoir la priorité sur les revendications légitimes des populations, y compris lorsqu'elles se mobilisent pour leurs droits fondamentaux et la lutte contre l'impunité. C'est une fausse alternative. Dans le contexte actuel, la stabilité d'Haïti, et donc sa prospérité, dépend plus que jamais du renforcement des institutions judiciaires, d'un meilleur accès aux services sociaux et de l'amélioration des conditions de détention en milieu carcéral où des progrès restent à faire.

La question de la lutte contre la corruption, souvent dénoncée au plus haut niveau, doit s'inscrire sans délai dans une démarche active au titre des réformes indispensables pour le redressement du pays. La France encourage les autorités haïtiennes à faire toute la lumière sur la gestion des fonds publics et à mettre tout en oeuvre pour que justice soit rendue, notamment dans le cadre de l'affaire Petrocaribe. Le sentiment d'impunité doit être combattu avec la plus grande détermination devant les tribunaux.

3/ Enfin, et ce sera mon troisième message, la France accorde la plus grande importance à la vitalité de la démocratie haïtienne et salue à ce titre les engagements pris en vue de l'organisation des élections législatives et sénatoriales au mois d'octobre 2019, notamment la demande d'une assistance électorale des Nations unies. C'est en effet par sa capacité à organiser ces scrutins en respectant le calendrier électoral que le gouvernement haïtien gagnera en crédibilité.

Nous espérons donc que cette échéance sera maintenue et préparée dans les meilleures conditions, avec le soutien de la communauté internationale. Tous les acteurs politiques doivent saisir la perspective de cette échéance électorale pour engager dès à présent un dialogue avec la société civile et tenir compte des aspirations de la population.

Monsieur le Président,

Il est de notre responsabilité collective d'aider les autorités haïtiennes à préparer la sortie de la MINUJUSTH en octobre prochain en vue d'assurer un relai fluide. C'est pourquoi nous devons redoubler d'efforts d'ici là pour renforcer l'Etat de droit et la démocratie en Haïti.

Haïti peut compter sur le soutien de la France. Mon pays rejette, dans les termes les plus fermes, toute violence qui viserait à déstabiliser le pays. Il appartient aujourd'hui aux responsables haïtiens, des trois branches du pouvoir et toutes tendances politiques confondues, d'être à la hauteur de l'enjeu crucial pour la société haïtienne, en particulier sa jeunesse, auquel Haïti est, comme d'autres, confronté : renforcer la démocratie et l'Etat de droit afin d'assurer la stabilité et à un niveau de vie décent pour tous.

Je vous remercie./.